

## La richesse volée aux nations

### Quelques chiffres établis<sup>1</sup> et révélateurs :

- La Fraude fiscale coûte à la France chaque année entre 70 et 85 Mds d'euros (soit l'équivalent du déficit budgétaire) dont 17 Mds au titre des paradis fiscaux.
- Les deux premières fortunes de France (Bettencourt et Arnault) possèdent autant que les 20 millions de Français les plus pauvres mais ne payent que très peu d'impôts.
- Les 500 premières fortunes de France cumulaient 330 Mds d'euros en 2013 (soit presque l'équivalent du budget de l'Etat).
- Depuis 2006, près de 40 Mds de dividendes, en moyenne, sont distribués chaque année aux actionnaires du CAC 40 (les Echos).
- Les 80 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié de l'humanité. En 2016 le 1% des plus riches du monde captera 99 % des richesses mondiales
- la Commission Européenne estime à plus de 1000 Mds d'euros d'évasion fiscale pour l'Europe concernant les entreprises et en premier lieu les multinationales.
- Le nombre de millionnaires en France (plus de 2,44 Millionnaires) et le nombre de milliardaires dans le monde n'ont jamais été aussi nombreux.

Mais encore :

- La BCE va émettre plus de 1000 Mds de liquidités pour les prêter à des taux très bas aux entreprises
- La BCE émet aussi un plan de rachat des dette publiques et privées à hauteur de 60Mds par mois à partir de mars 2015 pour un montant total de 1000 Mds. (Mais pour le moment la BCE ne veut rien entendre des demandes de la Grèce.)
- Cf le derniers scandale « Suissleaks » qui ne concerne que des particuliers,
- etc...

**L'évasion et la fraude fiscale participent des déficits publics et de la dette** tout comme les pertes de recettes fiscales<sup>2</sup> générées par les exonérations fiscales et sociales votées souvent au profit des plus riches.

G. Zucman<sup>3</sup>, économiste français, évalue pour la France le surcroît de dette à 500 Mds d'euros à cause de la fraude dans les paradis fiscaux. Le Collectif Audit Citoyen sur la dette (CAC<sup>4</sup>) estime que 59% de la dette publique est illégitime car elle est créée par les cadeaux fiscaux, des taux d'intérêts excessifs et la crise de 2008.

Le gouvernement luxembourgeois, avec à sa tête M. Junker devenu le président de la commission européenne, a, pendant plus de dix ans, organisé au coeur de l'Europe une forme d'évasion fiscale pour les grosses entreprises (l'affaire « LuxLeaks »), participant ainsi à la baisse des recettes fiscales des autres états européens.

**Ce n'est pas le montant des dépenses publiques ou le coût du travail qui est le problème central mais bien celui du coût du capital et celui du « vol » organisé des richesses sur le dos des nations.** Face à cela, on peut verser dans le déni ou le fatalisme. D'autant que le flot d'informations véhiculées par la plupart des médias (souvent

détenus par ceux-là même qui profitent de ce système ou le cautionne) renforce l'idée qu'il n'y a pas d'autres voies possibles. Le vrai scandale devient celui de ne plus se scandaliser,

Tous ces constats ainsi que le renoncement de certains dirigeants politiques aux engagements pris ou les choix assumés d'autres (cf Junker et d'autres...), nous renvoient à une nécessaire implication citoyenne, pour un autre avenir. Ceci est incontournable pour mettre fin à ce « hold-up » permanent.

**[pascal.anger@snefpsu.net](mailto:pascal.anger@snefpsu.net)**

1 Rapport d'OXFAM sur l'accroissement des inégalités dans le monde et ses conséquences extrêmement négatives. <http://www.oxfamfrance.org/rapports/>

2 Le rapport parlementaire de G. Carrez et celui de JP Cotis de l'INSEE de 2010 le démontrent clairement.

3 Lire « La richesse cachée des nations » de Gabriel Zucman ou encore « Ces 600 Mds qui manquent à la France,... » d'Antoine Peillon.

4 Etude du CAC site:<http://www.audit-citoyen.org/> ou site SNEP-FSU/outil d'analyse.